



# **INITIATIVE DE LA CEDEAO / UEMOA**

**RELATIVE A**

**L'ACCES AUX SERVICES ENERGETIQUES DES POPULATIONS**

**DANS LES ZONES RURALES ET PERIURBAINES**

**EN AFRIQUE DE L'OUEST**

## **RAPPORT DE SYNTHÈSE Du FORUM DE BAMAKO**

**16 au 19 mai 2005**

Coordination : **Dibongue Kouo**  
Assisté de : **Frank Atta-Owusu**  
**Souleymane Diallo**  
**Bocar Sada Sy**  
**Gabriel Yaméogo**

**Juin 2005**

**Forum organisé avec l'appui du PNUD  
et la contribution de la France et de l'Union Européenne**



## TABLE DES MATIÈRES

<b>1</b>	<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>RÉSUMÉ .....</b>	<b>5</b>
2.1	Contexte.....	5
2.2	Le déroulement et la logique du Forum .....	5
2.3	Les résultats atteints.....	5
2.3	Les recommandations des participants pour la phase post-Forum <b>Erreur ! Signet non défini.</b>	
<b>3</b>	<b>LES OBJECTIFS ET LA LOGIQUE DE DEROULEMENT DU FORUM .....</b>	<b>9</b>
3.1	L'initiative régionale de la CEDEAO / UEMOA : Une initiative ancrée dans la lutte contre la pauvreté et l'atteinte des OMD .....	10
3.2	L'expérience des États Membres dans la prise en compte de l'accès aux services énergétiques dans les politiques nationales .....	11
3.3	Principales orientations d'une politique régionale. Quels rôles respectifs pour la Région et pour les États membres ? .....	12
3.4	Feuille de route pour la finalisation et l'approbation du Livre Blanc de la CEDEAO / UEMOA.....	13
<b>4</b>	<b>LES RESULTATS ATTEINTS .....</b>	<b>14</b>
<b>5</b>	<b>LES RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>17</b>
	<b>ANNEXES.....</b>	<b>18</b>
	Liste des participants .....	19
	Agenda Final du Forum.....	24
	Déclaration du Forum de Bamako .....	29
	Feuille de Route.....	32
	Budget pour la mise en œuvre de la feuille de route pour la finalisation du Livre Blanc .....	37
	Restitution générale des travaux .....	39

## 1 INTRODUCTION

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Décision A/DEC.3/12/03 des Chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO relative à l'Initiative de la CEDEAO sur l'Électrification Rurale, le Secrétariat exécutif de la CEDEAO et la Commission de l'UEMOA, ont organisé un forum sur l'accès aux services énergétiques pour les zones rurales et périurbaines fondée sur l'accomplissement des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Ce Forum a été organisé en collaboration avec le Gouvernement du Mali, avec l'appui du PNUD, et avec la contribution de l'Union Européenne, dans le cadre du projet ADEME/MEPRED, et la contribution du Ministère Français des Affaires Étrangères.

Ce forum s'est tenu à Bamako, du 16 au 19 mai 2005, dans les locaux de l'Agence Malienne pour le Développement de l'Énergie Domestique et de l'Électrification Rurale (AMADER).

L'objectif du forum était de réunir les principaux acteurs institutionnels concernés (ministères de l'Économie et des Finances, du Plan, du Développement Rural, de l'Agriculture, de la Santé, de l'Éducation et de Affaires Étrangères / l'Intégration Régionale) afin de leur présenter les travaux réalisés par les consultants et de définir, sur une base participative et concertée, les composantes essentielles du Livre Blanc, document devant contenir une politique régionale, une stratégie de programme régional, un plan d'action et un programme d'investissement.

Les délégués des pays suivants ont participé à ce forum :

- Bénin
- Burkina Faso
- Côte d'Ivoire
- Gambie
- Ghana
- Guinée
- Guinée Bissau
- Liberia
- Mali
- Niger
- Nigeria
- Sénégal
- Sierra Leone
- Togo

La Communauté Électrique du Bénin (CEB) et l'Agence Sénégalaise d'Électrification Rurale (ASER) étaient également représentées.

Les partenaires au développement suivants étaient présents :

- Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
- Institut de l'Énergie et de l'Environnement de la Francophonie (IEPF)
- Ministère des Affaires Étrangères et les partenaires du projet MEPRED (ADEME, GTZ)
- Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI)

Des représentants du Parlement de la CEDEAO, des ONG et de la société civile ont également pris part à ce forum.

La liste des participants est jointe en Annexe 1 du présent rapport.

La cérémonie d'ouverture a été ponctuée de cinq allocutions prononcées successivement par :

- M. Hamadoun Dicko, Ministre des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine,
- M. Joseph Byll-Cataria, Représentant résident du PNUD à Bamako,
- M. Nicolas Normand, Ambassadeur de France au Mali,
- M. Ibrahima Konaté, Représentant de la Commission de l'UEMOA,
- Dr (Mrs) Aribisala, Secrétaire exécutif adjoint de la CEDEAO en charge de l'Intégration,
- M. Hamed Diane Semega, Ministre des Mines, de l'Énergie et de l'Eau du Mali.

Dans leurs allocutions, les intervenants ont tous reconnu l'importance de ce forum qui marque la première étape de la concertation régionale en vue de l'élaboration, par la CEDEAO et l'UEMOA, d'un Livre Blanc sur l'accès aux services énergétiques dans les zones rurales et périurbaines en Afrique de l'Ouest. Le rôle essentiel de l'énergie pour assurer le développement durable a été réaffirmé, de même que le caractère multisectoriel des services énergétiques qui viennent en réponse aux besoins de l'ensemble des secteurs socioéconomiques (vie familiale, éducation, culture, santé, éducation etc.). Les personnalités qui se sont succédées, ont également souligné le rôle fondamental de l'énergie pour l'atteinte des OMD.

À l'issue de la cérémonie d'ouverture, le bureau suivant de pilotage a été mis en place pour assurer la direction des travaux du forum :

Présidente : Mme Mariama Siddo Moussa (Niger),  
Rapporteurs : M. Didier Assogba (Bénin)  
M. Béchir Garba (Nigeria)

La cérémonie de clôture de la dernière journée a été ponctuée de l'allocution de M. Hamed Diane Séméga, Ministre des Mines, de l'Énergie et de l'Eau du Mali.

## **2 RÉSUMÉ**

### **2.1 Contexte**

Les États membres de la CEDEAO et de l'UEMOA font partie des pays les moins développés de la planète et sont classés parmi les pays les plus pauvres du monde. Ils présentent également la particularité d'accuser un retard important sur les autres dimensions du développement humain. Cette situation se traduit par des insuffisances en matière d'accès aux infrastructures essentielles en général et à l'énergie en particulier.

L'impact socio-économique préjudiciable d'une telle situation donne toute la mesure des enjeux à relever pour être en mesure d'espérer atteindre la plupart des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) en 2015.

Bien que non explicitement mentionnés dans les OMD, le caractère indispensable des services énergétiques pour la réduction de la pauvreté, notamment par en participant de manière certaine à la réponse à apporter aux besoins essentiels des populations défavorisées, est aujourd'hui au cœur de toutes les problématiques qui traitent du lien entre l'énergie et la pauvreté.

L'accès à des services énergétiques abordables, fiables et durables en zone rurale est une condition nécessaire pour développer des activités génératrices de revenus, pour accroître la production agricole ou encore pour développer des centres de santé ou des écoles. Autant d'effets qui ont des impacts directs et concrets sur l'accomplissement des OMD.

C'est pourquoi une meilleure compréhension du lien Énergie – Pauvreté, du caractère transversal de l'énergie par rapport aux autres secteurs et de l'insertion de l'accès aux services énergétiques dans les politiques nationales, se révèle de la première importance pour atteindre les OMD.

Ainsi, la question de l'accroissement de l'accès aux services énergétiques des communautés des zones rurales et périurbaines, qui concentrent les deux tiers de la population des quinze États membres, constitue l'un des défis prioritaires de la CEDEAO.

C'est dans cette optique que la Conférence des Chefs d'États et de Gouvernements a donné mandat au secrétariat exécutif de la CEDEAO, par la décision A/DEC.3/12/03, de réaliser un Livre Blanc dont la finalité est clairement d'appuyer la définition d'une politique régionale d'accès aux services énergétiques dans les zones rurales et périurbaines, fondée sur l'accomplissement des OMD.

### **2.2 Le déroulement et la logique du Forum**

Le Forum de Bamako constitue l'activité de lancement du processus d'élaboration et de finalisation de ce Livre Blanc de la CEDEAO-UEMOA, qui vise à définir les composantes d'une politique d'accès aux services énergétiques, et à préciser la valeur ajoutée de la Région par rapport aux besoins identifiés dans les États membres de la CEDEAO / UEMOA.

Le cheminement logique du Forum, s'est attaché à établir une compréhension commune de la problématique de l'accès aux services énergétiques tout en orientant la réflexion sur les contours de la valeur ajoutée de la Région par rapport aux besoins identifiés dans les États membres.

- i. Dans un premier temps et pour être en mesure de parvenir une compréhension commune et homogène de l'initiative de la CEDEAO / UEMOA et de son contexte, les travaux ont débuté avec la présentation du lien Énergie – Pauvreté de façon à apprécier l'importance de la lutte contre la pauvreté énergétique et de la nécessité de l'intégrer dans les stratégies nationales de réduction de la pauvreté. Ce positionnement dans les priorités nationales de

développement économique et social a ensuite été replacé dans la perspective de réalisation des OMD.

Cette entrée en matière a permis aux participants d'avoir une **bonne compréhension de l'importance de la pauvreté énergétique**, de même que de la **nécessité d'insérer l'énergie dans les politiques nationales de réduction de la pauvreté dans l'optique de l'atteinte des OMD**.

Ce préalable a permis de **se centrer ensuite sur l'initiative CEDEAO / UEMOA** proprement dite **et a permis aux participants d'en assimiler le contexte, les enjeux et les objectifs**, à savoir d'intégrer l'énergie comme une **priorité** au sein du cadre stratégique Régional de Développement (**PRSP** et **PIR**) et **accompagner** les États Membres pour son **intégration** au sein des Cadres Stratégiques Nationaux de Développement (**CSLP/DSRP**)

Une des clés du succès de cette initiative réside dans sa capacité à susciter le développement de programmes énergétiques nationaux d'accès aux services énergétiques cohérents et axés sur la réduction de la pauvreté et des programmes conçus pour favoriser le **changement d'échelle** des financements, dans une optique de réalisation des OMD, et d'accompagner les États Membres dans cette démarche.

ii. **L'importance de la prise en compte de sa synergie avec les autres secteurs stratégiques**, a été illustré par les expériences en cours dans les cinq pays qui ont servi de pays pilotes dans la préparation du Forum, à savoir : le Burkina Faso, le Ghana, le Mali, le Niger et le Sénégal.

Ces expériences se sont spécifiquement focalisées sur la **dynamique multisectorielle** de la demande de services énergétiques basée sur l'identification des besoins et a permis de mettre en exergue les difficultés et les obstacles rencontrés au plan national en matière de développement de l'accès aux services énergétiques.

En particulier il ressort nettement de l'exemple du Sénégal un ancrage de l'accès aux services énergétiques dans la stratégie de réduction de la pauvreté. La révision des principales orientations du DRSP, document de stratégie de réduction de la pauvreté, se traduit par des recherches de synergies entre l'énergie et les autres secteurs stratégiques (Éducation, Santé, Hydraulique villageoise, Élevage, Pêche, Agriculture, PME et PMI rurales etc.).

Les participants sont convaincus du **caractère transversal de l'énergie et de l'importance de l'approche multisectorielle dans l'établissement des stratégies de réduction de la pauvreté** pour le développement économique et social dans l'optique des OMD.

iii. La troisième étape se fonde sur les deux précédentes qui sont capitales pour l'homogénéisation du langage et la compréhension de la nécessité d'**opérer un changement d'échelle pour un développement de l'accès aux services énergétiques** dans les États membres.

Les participants ont eu la possibilité de se concentrer sur les propositions de définition des grands axes pour une stratégie régionale d'intensification de l'accès aux services énergétiques. Le Document Technique préparé par la CEDEAO pour le Forum et transmis au préalable aux participants a servi de base pour analyser la pertinence aussi bien des axes d'actions proposés, que des activités sous jacentes aux dits axes.

Cette **approche participative et concertée a conduit à examiner la pertinence** des suggestions faites dans le Document Technique **et à tenir compte des réactions des représentants des États membres** pour ce qui est de la trame générale du Plan d'action

régional pour l'intensification de l'accès aux services énergétiques dans les zones rurales et périurbaines.

iv. Le quatrième et dernier volet du Forum s'est penché sur les modalités de pérennisation du processus enclenché et sur les modalités de finalisation du Livre Blanc. La transformation du Document technique en Livre Blanc nécessite de poursuivre de façon méthodique les activités complémentaires des niveaux régional et national et de structurer de manière précise tout en définissant les livrables attendus des équipes qui auront été mises en place pour mener à bien les travaux dont le point d'orgue est l'adoption du Livre Blanc par les Chefs d'état et de Gouvernements de la CEDEAO / UEMOA.

La proposition de « **feuille de route**<sup>1</sup> » reprenant les objectifs du **processus de finalisation du Livre Blanc** ainsi que les activités à mener dans ce sens et la répartition des rôles entre le double niveau régional et national **a ainsi pu être entérinée par les participants** pour la stratégie régionale pour le développement de l'accès aux services énergétiques des populations rurales et périurbaines.

### 2.3 Les résultats attends

À l'issue des quatre journées d'échanges et discussions entre les participants des quinze États membres représentés, la rencontre de Bamako a permis :

- une meilleure connaissance du contexte, des enjeux et des objectifs de l'initiative de la CEDEAO et de l'UEMOA par l'ensemble des acteurs multisectoriels présents;
- une meilleure compréhension de la nécessité de la prise en compte de l'énergie pour lutter contre la pauvreté et atteindre les OMD,
- une meilleure compréhension du caractère transversal de l'énergie et de la nécessité de mise en œuvre d'une dynamique multisectorielle pour lutter contre la pauvreté énergétique ;
- une capacité accrue à identifier l'insertion de l'énergie dans les politiques nationales, en particulier le DRSP, comme une priorité;
- une contribution des participants à la validation de grands axes du plan d'action régional pour l'intensification et le changement d'échelle en matière d'accès aux services énergétiques en Afrique de l'Ouest
- La définition et l'adoption d'une Feuille de Route, servant de cadre de référence pour le processus de finalisation du Livre Blanc, à faire adopter par les Chefs d'État et de Gouvernements de la CEDEAO / UEMOA, de manière participative entre la CEDEAO et ses États membres.

Les participants se sont de plus accordés sur la mise en place d'un cadre de concertation Régional /National, avec la CEDEAO / UEMOA en position d'appui méthodologique, sur la base d'une assistance technique et financière du PREP – PNUD avec la contribution de l'Union Européenne, du Ministère français des Affaires Étrangères et des autres partenaires au développement.

---

<sup>1</sup> La feuille de route et son chronogramme de réalisation sont repris en annexe du présent rapport de synthèse.

## 2.4 Les recommandations des participants pour la phase post-Forum

Sur la base de ces acquis, cinq (5) recommandations rassemblées dans la « **Déclaration de Bamako sur l'initiative CEDEAO / UEMOA**<sup>2</sup> » ont été formulées par les participants lors de la clôture du Forum :

1. La mise en place au niveau national de cadres de concertation multisectoriels dans tous les Etats Membres
2. L'adoption de l'énergie comme secteur prioritaire pour l'atteinte des OMD et la réalisation des priorités nationales telles que décrites dans les DSRP
3. La formulation de programmes d'investissements nationaux, basée sur une analyse, multisectorielle des besoins en services énergétiques pour atteindre les Objectifs de Développement du Millénaire.
4. La création d'un comité régional en vue d'assurer la coordination des activités entreprises au niveau national.
5. Le lancement d'un appel aux partenaires au développement en vue de soutenir l'initiative de la CEDEAO et de l'UEMOA.

---

<sup>2</sup> Le texte intégral de la Déclaration est repris en annexe du présent rapport de synthèse

### 3 LES OBJECTIFS ET LA LOGIQUE DE DEROULEMENT DU FORUM

#### *L'accès aux services énergétiques*

#### *Des populations rurales et périurbaines en Afrique de l'Ouest :*

#### *Une contribution majeure à la réduction de la pauvreté*

Le Forum a été organisé par le Secrétariat exécutif de la CEDEAO et la Commission de l'UEMOA, avec l'appui du PNUD, de l'Union Européenne et du Ministère Français des Affaires Étrangères.

Il représente le rendez vous de lancement du processus d'élaboration et de finalisation du Livre Blanc de la CEDEAO, qui vise à définir les composantes d'une politique régionale d'accès aux services énergétiques, et à préciser la valeur ajoutée de la Région par rapport aux besoins identifiés par les États membres.

Le Forum a réuni les principaux acteurs institutionnels concernés par le développement de l'accès aux services énergétiques dans les zones rurales et périurbaines, fondée sur l'accomplissement des OMD. Les **cent soixante participants** au Forum étaient pour la plupart, issus des Groupes de travail multisectoriels créés sous l'égide de ESMAP, de GVEP ou encore de l'initiative Énergie de l'Union Européenne et qui travaillent au quotidien aussi bien sur les OMD que sur les documents nationaux de Stratégie de Réduction de la Pauvreté.

Le Forum était organisé autour de quatre thématiques complémentaires suivant une logique au sein de laquelle se sont insérés les différentes communications<sup>3</sup> :

- La présentation de l'initiative de la CEDEAO /UEMOA et la contribution de l'énergie à la réduction de la pauvreté et à l'atteinte des OMD ;
- La synthèse des expériences nationales multisectorielles, et les enseignements à en tirer pour optimiser les stratégies nationales de développement de l'accès aux services énergétiques ;
- La présentation des principales orientations du Document Technique aux participants du Forum pour leur permettre de se prononcer sur leur pertinence et d'approfondir l'analyse sur le rôle attendu de la Région ;
- La définition d'une "**Feuille de Route**" comme cadre de référence des objectifs visés et des activités à mener pour la finalisation du Livre Blanc puis son adoption par les Chefs d'État et de Gouvernements des États membres de la CEDEAO / UEMOA.

---

<sup>3</sup> L'intégralité des communications figure le site du PREP/PNUD, à l'adresse suivante : [www.ptfm.net/cedeaouemoa](http://www.ptfm.net/cedeaouemoa)

### 3.1 L'initiative régionale de la CEDEAO / UEMOA : Une initiative ancrée dans la lutte contre la pauvreté et l'atteinte des OMD

Les États membres de la CEDEAO / UEMOA se trouvent aux prises avec des insuffisances manifestes en matière d'accès aux infrastructures essentielles, et l'initiative régionale pour l'accès aux services énergétiques constitue une **action prioritaire** pour s'assurer que les communautés situées en milieu rural et périurbain bénéficient de services énergétiques en réponse à leurs besoins.

Le caractère fondamental de l'initiative régionale de la CEDEAO / UEMOA justifie la nécessité de s'en approprier les fondements et le contexte dès le démarrage du Forum. Les travaux ont donc démarré avec la présentation du lien Énergie – Pauvreté, de façon à s'assurer de la compréhension commune par tous les participants de l'importance de s'attaquer à la pauvreté énergétique et d'en faire une priorité dans les stratégies nationales de réduction de la pauvreté dans la perspective de réalisation des OMD.

Au niveau régional, cette initiative représente également le canal par lequel les financements extérieurs sont mobilisés par les pays. Pour être viable et réussir, elle doit mettre en œuvre des interventions qui permettent rapidement à une grande proportion des communautés rurales et périurbaines d'avoir accès aux services énergétiques. De l'augmentation d'échelle nécessaire à l'atteinte des OMD découle un changement d'envergure en matière de financements à mobiliser.

L'initiative régionale de la CEDEAO / UEMOA se situe également dans une optique de décloisonnement du secteur énergétique. En effet, jusqu'à maintenant, l'énergie n'est toujours pas systématiquement prise en compte de manière explicite dans les DSRP, qui constituent aujourd'hui le cadre par lequel les pays définissent les stratégies nationales de croissance économique et le canal par lequel les financements extérieurs sont mobilisés par les pays. L'initiative vise donc aussi à soutenir les efforts des États membres dans l'intégration de l'énergie au sein des documents nationaux de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DRSP), en référence aux OMD.

Stratégie de réduction de la pauvreté et atteinte des OMD sont ainsi les deux finalités de l'initiative :

- Stratégie de réduction de la pauvreté, parce que les États membres font tous partie des pays à faible Revenu et dans lesquels la pauvreté (en particulier dans les zones rurales et périurbaines) constitue l'un des défis majeurs : en moyenne une personne sur deux vit avec moins de 1 US \$ par jour,
- Atteinte des OMD, parce que ces objectifs doivent désormais être considérés comme le cadre de référence pour juger de l'efficacité des politiques et allouer les fonds compte tenu de l'ampleur du problème. Le changement d'échelle des actions et d'envergure des financements à mobiliser pour s'attaquer et répondre significativement à l'accès aux services énergétiques,

Le développement et le changement d'échelle en terme d'accès aux services énergétiques justifient l'implication de la Région qui, par le rôle fédérateur et structurant qu'elle peut jouer en étroite concertation avec les États membres, peut accélérer et démultiplier la mobilisation des financements, et la mise en œuvre des programmes, dispositifs institutionnels et expériences couronnés de succès.

Les travaux de ce premier volet ont permis de corroborer l'un objectifs spécifiques du rassemblement de Bamako, à savoir : servir de cadre d'information et d'échange entre les participants multisectoriels réunis autour du thème de l'accès aux services énergétiques, pour bien comprendre le lien existant entre énergie et pauvreté et la nécessité de s'attaquer à la pauvreté pour l'atteinte des OMD.

### **3.2 L'expérience des États Membres dans la prise en compte de l'accès aux services énergétiques dans les politiques nationales**

Le fait que le développement de l'accès aux services énergétiques soit être inscrit dans les stratégies nationales de réduction de la pauvreté est une condition nécessaire de l'atteinte des OMD, même si elle est loin d'être suffisante. Pour ce faire, la compréhension du lien Énergie – Pauvreté doit se faire en tenant compte du caractère multisectoriel de cette approche qui met en valeur la fonction transversale de l'énergie.

L'énergie en tant que telle n'est pas un besoin humain de base mais par contre, elle joue un rôle extrêmement important dans la satisfaction des besoins fondamentaux : santé, éducation, logement, eau potable ....). L'approche multisectorielle pour l'accès aux services énergétiques dans les États participe de la meilleure compréhension par les États membres du lien Énergie – Pauvreté, de la dynamique de développement de l'accès aux services énergétiques. Elle permet de resituer la problématique de l'énergie dans les documents de stratégie de réduction de la pauvreté, non plus simplement à travers la vision univoque d'une approche monosectorielle mais plutôt à travers une représentation transversale et multisectorielle qui permet de tirer parti de l'impact de l'intégralité des activités de lutte contre la pauvreté.

La dynamique de l'approche multisectorielle a été illustrée au cours du Forum par les expériences de cinq États membres de la CEDEAO / UEMOA : Burkina Faso, Ghana, Mali, Niger et Sénégal. Ces cinq pays à partir desquels vont être tirés certains enseignements ne représentent peut être pas la totalité de la diversité qui existe dans la région, mais constituent un échantillon représentatif. Les exposés ont ainsi notamment mis l'accent sur :

- le développement des synergies entre l'énergie et les autres secteurs stratégiques;
- l'appui aux autres secteurs stratégiques en matière d'identification de la composante énergie dans les stratégies de réduction de la pauvreté;
- la sensibilisation des autres acteurs à l'importance de la composante énergie dans le développement de leurs secteurs etc.

Un des enseignements essentiels des expériences nationales tient à la similarité des approches. En effet au delà des spécificités propres à chaque pays, il ressort que chacun des États concernés pour être en mesure d'englober l'accès aux services énergétiques et de l'insérer dans les stratégies nationales de réduction de la pauvreté a adopté une approche multisectorielle. Cela se caractérise par l'énoncé récurrent au cours des cinq exposés de l'insertion explicite de l'énergie et le renforcement de son articulation avec les autres programmes sectoriels considérés comme instruments de mise en œuvre du DRSP. En d'autres termes, les documents de stratégies de réduction de la pauvreté se veulent au centre de l'intensification de l'impact des actions d'accroissement de l'accès aux services énergétiques pour l'atteinte des ODM.

Ces cinq États membres sont à des niveaux d'avancement très hétérogènes en matière de mise en place et de fonctionnement de groupes multisectoriels nationaux. Les différents états des lieux proposés prennent appui sur une approche multisectorielle de la demande basée sur une identification des besoins, préalable obligé à l'indispensable mobilisation des ressources financières pour la réalisation des OMD.

Les travaux menés dans les groupes de travail qui faisaient partie des moyens d'approfondissement de la réflexion entre les participants, ont permis de se pencher sur les besoins d'appui sollicités au niveau régional par le niveau national. La nécessaire identification des besoins au sein des États membres exige en effet que les attentes vis à vis de la Région soient clarifiées pour surmonter les obstacles au développement de l'accès aux services énergétiques.

Certains autres points ont été relevés et ont notamment porté sur la nécessité de poser les problèmes d'énergie dans leur globalité, de même que l'impératif en matière d'évaluation des besoins, d'avoir une vision claire et surtout une hiérarchisation pertinente de la demande en services énergétiques des populations<sup>4</sup>.

Les participants ont signalé l'urgence d'agir de sorte que l'énergie soit considérée comme un domaine prioritaire dans les programmes de développement et surtout dans l'aide publique au développement.

### **3.3 Principales orientations d'une politique régionale. Quels rôles respectifs pour la Région et pour les États membres ?**

Le Document Technique de la CEDEAO /UEMOA dont une version préliminaire a été transmise au préalable aux participants a servi de base aux travaux de cette troisième étape du Forum. Les propositions en matière de problématique régionale de développement de l'accès aux services énergétiques qui y figurent ont été examinées et les délégations des États Membres ont été invitées à se prononcer sur le contenu du document.

Les quatre axes d'action identifiés de même que les activités qui en découlent pour être en mesure de démultiplier l'accès aux services énergétiques ont fait l'objet d'un examen par les délégations, au sein des groupes de travail :

- **Axe 1 :** Activités de mise en valeur et de développement des ressources humaines dans les États membres de la CEDEAO ;
- **Axe 2 :** Activités de renforcement du rôle des pôles et centres scientifiques et techniques sur l'énergie et développement de leur mise en réseau ;
- **Axe 3 :** Activités de soutien à la mobilisation de capitaux concessionnels et/ou à des conditions douces pour encourager le financement d'équipements et/ou l'implication du secteur privé dans les projets de fourniture de services énergétiques en zones rurale et périurbaine ;
- **Axe 4 :** Activités de promotion de l'intégration régionale, de la coopération et des échanges d'expériences réussies en matière de fourniture de services énergétiques en zones rurales et périurbaines.

Les délégations ont pu faire l'analyse autant de la pertinence des intitulés que celle du contenu des axes d'action énoncés ci-dessus de même que des objectifs sous jacents dans l'optique de la formulation d'un plan d'action régional pour l'intensification et le changement d'échelle en matière d'accès aux services énergétiques dans les États membres de la CEDEAO /UEMOA.

Dans le processus de validation des propositions à l'étude pour appuyer le développement de l'accès aux services énergétiques dans les zones rurales et périurbaines, un certain nombre d'enseignements ont été mis en évidence, tels que :

- le rôle central à jouer par les groupes multisectoriels qui a été relevé de même que son corollaire que sont les activités d'Appui à ces groupes dans les États membres quand ils existent ou une assistance à leur mise en place quand ils n'existent pas encore;
- l'accent mis sur les mécanismes de financement qui doivent faire l'objet d'une attention toute particulière compte tenu du changement d'échelle que nécessite le

---

<sup>4</sup> Pour ce qui concerne ce point spécifiquement, il a été suggéré de mettre l'accent sur les activités génératrices de revenus et donc en priorité, servir la production agricole et vivrière (irrigation, mécanisation pour le travail de la terre, etc.)

développement de l'accès aux services énergétiques dans une optique d'atteinte des OMD;

- la promotion systématique et la diffusion à grande échelle des expériences qui auront été identifiées comme positives pour l'accès aux services énergétiques des populations rurales et périurbaines; ou encore
- la proposition de création d'un axe en relation avec la production locale d'équipements énergétiques dans une optique d'un abaissement des coûts.

Les groupes de travail se sont penchés sur la problématique régionale, les axes et les objectifs de ce que serait une stratégie régionale, tout en réfléchissant à la question du principe de subsidiarité et à la démarcation des compétences entre le niveau Régional et le niveau National.

La finalité ici était clairement est de parvenir à une validation par les délégations des axes d'action proposés au niveau régional pour appuyer le développement de l'accès aux services énergétiques dans les zones rurales et périurbaines.

Les délégations ont ainsi pu valider les propositions de grands axes d'une stratégie régionale d'intervention à finaliser et se sont prononcés sur une mobilisation des acteurs aussi bien régionaux que nationaux selon une approche multisectorielle qui permet de poursuivre et identifier avec succès dans la totalité des États membres des programmes ancrés dans la réduction de la pauvreté et l'atteinte des OMD.

### **3.4 Feuille de route pour la finalisation et l'approbation du Livre Blanc de la CEDEAO / UEMOA**

La dernière partie du Forum s'est centrée sur la présentation aux délégations, pour examen et discussion d'une proposition d'une « feuille de route » pour la mise au point du Livre Blanc de la CEDEAO / UEMOA.

Cette feuille de route, contient les modalités de mise en œuvre du processus de finalisation du Livre Blanc de la CEDEAO / UEMOA sur la base d'une approche participative et concertée entre le niveau Régional et le niveau national (États Membres).

Il s'agissait de s'accorder et d'entériner les objectifs et les activités d'une stratégie régionale pour le développement de l'accès aux services énergétiques des populations rurales et périurbaines, composante de la Politique de l'Énergie de la CEDEAO, la formulation d'un Programme Régional, un plan d'action et un programme d'investissement.

Ainsi, un certain nombre d'activités énoncées dans la feuille de route, sont à mener dans le cadre de la finalisation du Livre Blanc et selon un chronogramme qui doit aboutir à une présentation du Livre Blanc aux Chefs d'État et de Gouvernements au mois de décembre 2005<sup>5</sup> pour son adoption :

- la finalisation des monographies pays dans le cas des cinq premiers États membres retenus pour la préparation du Forum de Bamako, et à partir de ces premières expériences l'élaboration de la totalité des autres monographies selon la même démarche, à savoir : l'état des lieux, l'évaluation des besoins dans la vision OMD 2015 et les principales barrières au développement de l'accès aux services énergétiques pour atteindre les OMD ;
- la finalisation d'une stratégie régionale, composante de la Politique de l'Énergie de la CEDEAO avec la formulation d'une vision et des objectifs au regard de l'atteinte des OMD en 2015 ;

---

<sup>5</sup> Un chronogramme estimatif des activités est fourni en annexe avec la feuille de route proprement dite.

- la finalisation de la stratégie de mise en œuvre, du plan d'action et du programme d'investissement nécessaire au développement de l'accès aux services énergétiques en milieu rural et périurbain, préalable obligatoire au changement d'échelle en matière d'investissements et au changement d'envergure en matière de mobilisation des ressources financières pour la réalisation des OMD

Pour mener à bien ces activités, une organisation qui repose sur une concertation étroite entre le **niveau régional et le niveau national** (États Membres) a été adoptée, avec des **groupes de travail nationaux de concertation multisectorielle** à partir desquels sont extraits des points focaux qui vont venir composer le **Comité Régional** responsable de l'expression des contributions nationales à la finalisation du Livre Blanc.

Le rôle d'appui de la CEDEAO / UEMOA pour la finalisation du Livre Blanc est double avec, une assistance méthodologique pour l'exécution des tâches à accomplir au niveau national et au niveau régional, la responsabilité des activités qui reviennent au Comité Régional.

Il est à souligner que cette assistance méthodologique attendue de la CEDEAO / UEMOA repose fortement sur l'appui apporté par le PNUD à travers son Programme Régional Énergie Pauvreté (PREP), avec la contribution de la France et des autres partenaires au développement.

La mise en place du cadre de concertation Régional / National constitue la première tâche post forum à réaliser, avec

- la désignation des points focaux dans les États membres,
- le soutien méthodologique ou la mise en place, si nécessaire, des groupes de travail multisectoriels dans les États membres
- la formation et la mise à niveau des participants des groupes de travail multisectoriels

#### **4 LES RESULTATS ATTEINTS**

Le forum s'est déroulé selon un cheminement qui a privilégié dans une première étape, la présentation du lien Énergie – Pauvreté et sa nécessaire articulation avec les priorités nationales. Le premier exposé<sup>6</sup> qui a suivi la présentation des objectifs et résultats attendus du Forum s'est centré sur l'importance de la compréhension du lien Énergie – Pauvreté, de façon à être en mesure d'en apprécier l'importance en matière de lutte contre la pauvreté et d'en garantir l'intégration dans les stratégies nationales de réduction de la pauvreté.

La prise en compte explicite de la pauvreté énergétique qui se traduit par une révision de son positionnement dans les priorités nationales de développement économique et social a ensuite été placée dans la perspective de la réalisation des OMD. Il était essentiel de bien clarifier le fait que le développement et le renforcement de l'accès aux services énergétiques constitue une condition sine qua non de l'accomplissement des OMD.

Ce n'est qu'à la suite de ces deux pré requis, que l'initiative de la CEDEAO / UEMOA a été présentée de manière à ce que les participants soient en mesure de la replacer dans le triptyque Énergie – Pauvreté – OMD.

---

<sup>6</sup> Il est à noter qu'une présentation exhaustive des séances plénières ainsi que des échanges et discussions au sein des groupes de travail figure en Annexe 5 au présent rapport de synthèse.

Cette façon de procéder se voulait résolument pédagogique, pour que les participants assimilent les fondements de cette initiative, et en perçoivent exactement les enjeux en terme :

- de stratégie régionale d'action à élaborer, d'une part ;
- de financements à mobiliser pour l'accroissement de l'accès aux services énergétiques, d'autre part.

Cette première étape qui a occupé l'essentiel de la première journée, a permis d'aboutir aux résultats suivants :

- Les participants ont pu acquérir une meilleure compréhension de la **pauvreté énergétique** et de l'impact de la disponibilité de l'énergie sur la pauvreté ;
- Les participants ont compris l'importance de la prise en compte de l'**énergie pour lutter contre la pauvreté** et l'importance de son positionnement par rapport à l'atteinte des OMD. Ils peuvent identifier des stratégies d'insertion de la dimension énergie dans les priorités stratégiques nationales et les politiques nationales sectorielles;
- Les participants connaissent le contexte, les **enjeux et les objectifs de l'initiative de la CEDEAO**.

Il a ensuite été possible de se pencher sur l'importance du caractère transversal de l'énergie et de la prise en compte de la synergie entre l'énergie et les autres secteurs stratégiques dans les stratégies de lutte contre la pauvreté dans le cadre des programmes axés sur l'atteinte des OMD.

Le caractère multisectoriel à privilégier pour cette approche du développement, a été illustré par les expériences des cinq États Membres retenus pour une étude échantillonnée, à savoir : le Burkina Faso, le Ghana, le Mali, le Niger et le Sénégal. Les outils et instruments institutionnels et opérationnels conçus et mis en œuvre pour le développement ou le renforcement de l'accès aux services énergétiques, ont illustré et confirmé l'aspect primordial de l'approche multisectorielle, grâce à laquelle il est possible d'obtenir des effets amplificateurs découlant de la synergie Énergie – Autres secteurs stratégiques.

L'importance et le caractère capital de l'approche multisectorielle a été mis en exergue aussi bien par les présentations en plénière, qu'au travers des échanges et discussions au sein des Groupes de travail, dont les premiers thèmes de réflexion portaient spécifiquement sur la dynamique multisectorielle pour le développement de l'accès aux services énergétiques.

Cette seconde étape qui, a permis d'aboutir aux résultats suivants :

- Les participants ont pu acquérir une compréhension claire de la dynamique mise en œuvre dans les pays (difficultés et obstacles) en matière de **développement de l'accès aux services énergétiques** ;
- Les participants ont assimilé l'importance de l'**approche multisectorielle** avec la prise en compte des synergies Énergie – Autres secteurs stratégiques dans le cadre des DRSP et de l'atteinte des OMD.

Le troisième temps fort du Forum a pris appui aussi bien sur :

- une compréhension commune des défis à relever en matière de pauvreté énergétique et de l'insertion de l'énergie dans les priorités nationales, que sur
- le recadrage de ces priorités dans l'atteinte des OMD pour la mobilisation des financements nécessaires au changement d'échelle en matière de développement de l'accès aux services énergétiques.

C'est sur cette double base qu'il a ensuite été possible de se focaliser sur les propositions de grands axes d'un plan d'action régional pour l'intensification et le changement d'échelle en matière d'accès aux services énergétiques en Afrique de l'Ouest.

Le document technique a ainsi servi de base aux discussions et échanges au sein des groupes de travail pour l'examen par les délégations, de la pertinence des axes d'actions et des activités proposés, en même temps que leur reformulation éventuelle puis leur validation.

- Les délégations ont ainsi été à même de juger de la pertinence et de valider les **grands axes d'un plan d'action régional** pour l'intensification de l'accès aux services énergétiques dans les États membres.

Dans la suite logique de l'adoption des grands axes d'un plan d'action régional, objet du Document Technique puis du Livre Blanc de la CEDEAO /UEMOA, et sur une très forte sollicitation des délégations, pour clarifier les actions concrètes possible de mener à l'issus du Forum, une Feuille de Route a été élaborée et adoptée, qui détaille les étapes à suivre pour la finalisation puis l'approbation du Livre Blanc de la CEDEAO / UEMOA. L'esprit de la Feuille de Route a ensuite été renforcé par une Déclaration du Forum, unanimement plébiscitée par les délégations.

- Les délégations ont pu adopter les modalités de **finalisation du Livre Blanc** sur la base d'une définition des rôles entre le niveau régional et le niveau national, d'une définition des activités à mener, d'un échéancier, et des moyens nécessaires, contenus dans une **Feuille de Route**
- Les délégations ont renforcé leurs intentions par des recommandations réunies au sein d'une **Déclaration du Forum**

## **5 LES RECOMMANDATIONS**

Après l'examen de la proposition de « feuille de route », expression du processus de finalisation du Livre Blanc sur l'accès aux services énergétiques des populations rurales et périurbaines pour la mise au point du Livre Blanc de la CEDEAO / UEMOA pour l'atteinte des OMD, et l'analyse des activités à mener aussi bien au niveau national qu'au niveau régional, un certain nombre de recommandations ont été émises par les participants. Elles sont énoncées ci-après et confirment la compréhension des enjeux et l'appropriation du processus de finalisation du Livre Blanc par les participants des États membres :

Ces recommandations adoptées par les participants et qui figurent dans la Déclaration sur l'Initiative CEDEAO / UEMOA<sup>7</sup> relative à l'Accès aux Services Énergétiques pour les populations en zones rurales et périurbaines pour l'atteinte des Objectifs de Développement du Millénaire, sont au nombre de cinq :

1. La mise en place au niveau national de cadres de concertation multisectoriel dans tous les États Membres;
2. L'adoption de l'énergie comme secteur prioritaire pour l'atteinte des OMD et la réalisation des priorités nationales telles que décrites dans les DSRP;
3. La formulation de programmes d'investissements nationaux, basée sur une analyse, multisectorielle des besoins en services énergétiques pour atteindre les Objectifs de Développement du Millénaire;
4. L'appel lancé aux partenaires au développement en vue de soutenir l'initiative de la CEDEAO et de l'UEMOA;
5. La création d'un comité régional en vue d'assurer la coordination des activités entreprises au niveau national

---

<sup>7</sup> L'énoncé complet de la Déclaration est repris en annexe au présent rapport de synthèse.

# **ANNEXES**

**ANNEXE 1**  
**Liste des participants**

## ECOWAS : REGIONAL FORUM ON ACCESS TO ENERGY CEDEAO : FORUM REGIONAL SUR L'ACCES A L'ENERGIE

COUNTRY PAYS	NAME & SURNAME NOM & PRENOM	FUNCTION FONCTION	ORGANIZATION ORGANISATION	TELEPHONE	FAX	E-MAIL
Benin	Clement AHOUANNOU	Directeur General	ABERME	229- 31 38 63	229- 31 35 46	abernet474@yahoo.fr
	Daniel Fingnon ASSOGBA	Chief du Service de Promotion des Energies de proximité	D.G. Energie /Ministere de l'Energie	229- 33 69 87		d_assogba@yahoo.fr
	Dotche MOUSSA	Chef du Service Mécanisation et Technologies Appropriées	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche			dotchehemos@yahoo.fr
	Dadjedji Herve DJOKPE	Chief du Service CEDEAO-UEMOA & CEN-SAD	Ministère des Affaires Etrangères	229- 03 15 17 / 30 04 00	229- 30 02 45 / 38 19 70	djokpeh@yahoo.fr
	Diaw OUMAR	Ingenieur Statisticien et Economiste	Observatoire de l'Energie de la CEDEAO			oumargare@hotmail.com
	Celestine ADJANHOUM	Directrice Generale	SBEE	229- 31 68 77	229- 31 50 28	sbeedy@yahoo.fr
	Monissa OUATTARA	Directeur de l'Energie Electrique	Ministere des Mines, des Carrieres et de l'Energie	226- 50 30 79 78		ouattara.dge@enatrin.bf
	Sié Philippe Aliné PALENFO	Chargé de Programmes	Ministere des Finances et du Budget	226- 50 30 64 09		phil_palento@yahoo.fr
	Boubacar TOURE	Directeur des Infrastructures Sanitaires	Ministere de la Sante	226- 50 31 79 04		tourebakar@yahoo.fr
	Jacqueline ZABA	Conseiller Technique	Ministere de l'Economie et du Developpement			n_jacquie@yahoo.fr
Burkina Faso	Blaise BADO	Directeur des Etudes et de la Planification	Ministere de l'Economie et du Developpement			bladoblaise@yahoo.fr
	Isabelle TAPSOBA	Coordinatrice Nationale	Programme National Plateformes Multifonctionnelles			tapsoba_isabelle@yahoo.fr
	Xavier SAWADOGO	Ingenieur Energeticien	Ministere des Enseignements Secondaire et Supérieur	226- 50 35 70 29		xavier_sdg@hotmail.com
	Jean-Marie KONATE	Chargé d'Etude à la DEPMHRA	Ministere de l'Agriculture et de l'Hydraulique	226- 50 32 41 09		konalejan_marie@hotmail.com
	Jean Paul LAUDE	Coordonnateur Programme MEPRED	Ministere de l'Energie			jp.laude.ctrnce@cenatrin.bf
	Anouman Edmond MANOLIAN	Conseiller Technique	Ministere de l'Immigration Africaine	225- 20 33 70 32		manolian_edmond@yahoo.fr
	SIMON Eddy Alexandre	Directeur de l'Energie	Ministere des Mines et de l'Energie	225- 20 20 61 45	225- 20 32 03 80	simon_eddy@direnergie.ci
	COULIBALY Ibrahim	Chercheur	Ministere de la Recherche Scientifique	225- 22 44 21 08		simon_eddy@hotmail.com
	Mme JOHN BIA Bi Tia Louise	Directeur de l'Extra-Scolaire et des activités Coopératives	Ministere de l'Education Nationale	225- 20 21 37 26		brahim_couliba@yahoo.fr
	NZAI Aka Herve	Experts en infrastructure	Cellule UE-FCI			biatoulis1@yahoo.fr
Cote d'Ivoire	Bl Ticooura Michel VANIE	Directeur des Etudes et de la Planification	SOPIE	225- 20 26 33 1	225- 20 32 74 77	rmvanie@sopie.ci
	Seri Alain SYLVERE	Secretariat Permanent DSRP	Ministere du Plan & du Developpement			20223019alinsen@yahoo.fr
	Bah F.M. SAHO	Director of Energy	ENERGY DEPARTMENT	220- 420 00 50/981 95 85	220- 422 37 18	bahsaho@yahoo.com
	Abdoule JOBE	Managing Director	NAWEC	220- 449 74 99/76 51	220- 449 67 91	predas@garniel.gn
	Momodou A.K. NJIE	Corporate Service Director	NAWEC	220- 449 74 99/76 51	220- 449 67 91	nawecmtd@garnet.gn
	ALH Omar TAAL	Deputy Permanent Secretary	Ministere de la Sante	220- 449 43 81/67 51	220- 449 43 02	mahnjie@yahoo.com
	Dr. Omar Touray	Coordinator NAO Support Unit	Ministere de l'Economie et des Finances	220- 422 87 09	220- 422 85 05	alhomartaal@yahoo.com
	Mdey Naffie CEESAY	Economist	Department of State for Trade, Industry & Employment	220- 422 50 77		otouray@gambia-ec.gm
	Ansumana SANNEH	Senior Economist	Department of State for Finance & Economic Affairs	220- 422 77 56		nssc79@yahoo.com
	Ebrima D. KAH	Director of Service & Technology	Dept. of State for Education	220- 422 61 80		ansumanas@yahoo.com
The Gambia	ALHAGI B.C. GAYE	ASST Community Development Officer	Department of Community Development	220- 993 65 75	220- 422 81 78	abgaye@yahoo.com
	Stephen OPONG	Principal Economic Officer	Ministry of Regional Cooperation	233- 21 771 777	233 21 771 778	kofiboad@yahoo.com
	Edward BORTIYE	Economics Officer	Ministry of Finance and Economic Planning	233- 21 663 856		eabortey@yahoo.com
	Godfrey Soine	Assistant Director	Ministry of Education and Sports			
	Clement G. Abaviana	Director	Ministry of Energy	233- 21 667 156		abaviana@dsighana
	Sekou Sanfina DIAKITE	Directeur National de l'Energie	Ministere de l'Hydraulique et de l'Energie	224- 45 10 69 / 45 25 89	224- 45 25 59	ssanfina@yahoo.fr
	Mme Mahinty CONDE	Directrice Nle Adjointe Integration	Ministere de la Cooperation	224- 40 36 23		condemahinty@yahoo.fr
	Dr Mamadou Lamarana DIALLO	Chief Dpt Energie CERESCOR	Ministere de l'Enseignement Supérieur			
	Mme Haja Diaka KEBE SOUGOULE	Chief de Division du Secondaire	Ministere de l'Economie et des Finances			
	Amadou Timbi BAH	Chief de Division Equipement & Maintenance	Ministere de la Sante Publique			
Guinée	Mme Aissatou DOUKOURE SAVANE	Chief de Section Developpement Rural	Ministere de la Cooperation	224- 45 20 47		
	Lanche CONDE	Charge des Etudes au BCEPA	Ministere de l'Agriculture			

**FORUM DE BAMAKO**  
*sur l'accès aux services énergétiques en zones rurales et périurbaines*

COUNTRY PAYS	NAME & SURNAME NOM & PRENOM	FUNCTION FONCTION	ORGANIZATION ORGANISATION	TELEPHONE	FAX	E-MAIL
Guinée Bissau	Martinho Nassambis NANCABI	DG Energie	Ministère de l'Energie et des Ressources Naturelles	245- 22 29 51 / 22 22 17		
	Roberto Ferreira CACHEU	Secrétaire General	Ministère de la Santé	245- 20 53 46	245- 20 22 37	minsappov@hotmail.com
	Gerardo MOCANTO DA SYLVA	Président IFP	Ministère de l'Éducation	245- 20 22 44	245- 20 80 84	germosil2004@yahoo.com.br
	Francisco OUMMONTCHE	Chef de Département	Direction Générale au Plan/MEF	245- 20 48 46		
	Martins MARCELINO	DG Agriculture	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	245- 22 12 00 / 30 28	245- 22 24 83 / 10 19	paidr@mail.gtelecom.gw
	Jackson E. PAYEGAR	Asst. Ministier	Ministry of Land, Mines & Energy	06- 57 20 75		
	Hamata Ag HANTAFAYE		Direction Nationale de l'Energie			
	Mamoutou DOUCOURE		Direction Nationale de l'Hydraulique			
	Boitbacar Abidia MAIGA		Direction Nationale de la Santé			
	Amadi DIARRA		Direction Nationale de l'Éducation de Base			
	Alhamadou Houma SIDIBE		CSEF/Ministère de l'Economie et des Finances	223- 223 82 39		agalassou@amadermail.net
	Apalassou ALASSAME	Chef Service Montage Projet Electricif. Rurale	AMADER			
	Mme THERA Aminata FOFANA		CNESOLER			
	Somtooumoumba SISSOKO		Direction Nationale de l'Industrie			
Abdoull Mawjiji SANOGO		Direction Nle de la Conservation de la Nature (DNCCN)				
Mme COULIBALY Thérèse SAMAKE		Direction Nationale des Collectivités Territoriales (DNCT)				
Mme COULIBALY Djénéboub TRAORE	Chef de Division Femme et Développement	DNPF			jntraore@yahoo.com	
Abdoulaye Aly DIALLO		DNPD				
Boitbacar BA		ANICT				
Ousmane SIDIBE		CCIM				
Brahma KANE		APCAM				
Gaoussou FOFANA		APCMM				
N'Gouro SANOGO		CCA-ONG				
Ousmane SAMASSEKOU		AMPERE				
Alassane TRAORE		UPSELEC			abamako@safdi.org	
Abdoull GHAFAR	Chargé d'Etude	Agence Française de Développement				
Coulibaly TRAORE NAM A.	Planificateur	Direction Nationale de la Planification & du Développement				
Ibrahima TRAORE	Assistant Médical	Direction Nationale de la Santé				
Lancine SYLLA	Directeur	Agence Malienne de Radioprotection	223- 223 87 19		amarap@buroitc.service.net.ml amarap@buroitc.services.net.ml	
Tahirou SAMAKE		AMARAP/MALI				
Ounou Samaké DEMBELE		ONG/ Gatligi Muso			v.seck@unesco.org	
Vincent SECK	Coordinateur des Programmes	UNESCO/Bamako	223- 223 34 94			
Seibou TRAORE		APCMM				
William G.M. BRANDFUL	Ambassadeur Adjoint du Ghana au Mali	Ambassade du Ghana au Mali	223- 229 80 84		dhm.ghana@afribone.net.ml	
Diallo AMADOU	Chef Service Gestion Durable des Ressources	AMADER/MALI	223- 223 82 39		amadje2001@yahoo.fr	
Penda Cisse	Expert chargé de la Coopération Bilatérale	Ministère de la Santé et de la Prévention	223- 869 42 49		cissependa@yahoo.fr	
Tezana COULIBALY	Chef Section Economie d'Energie	Direction Nationale de l'Energie	223- 237 39 6			
Mory Kaba DIAKITE	Président	ADESCOM	223- 223 17 58		adescom.kaba@yahoo.fr	
Oussouby Mary DIARRA		Centre National d'Energie Solaire & Renouvelable			oussoubymary1_1@yahoo.fr	
Souleymane BERTHE	Ingénieur	Direction Nationale de l'Energie-CNESOLER	223- 242 03 72		soulcomer@hotmail.com	
Yaya SIDIBE	Coordinateur National	Projet Plate-forme Multifonctionnelle	223- 223 82 39		ysidibepft@yahoo.fr	
Cheickna MAGASSOUBA	Chargé de la Formation	AMADER	223- 223 82 39		amader@amadermail.net	
Mamadou OUARTARA		AMADER	223- 223 82 39		amader@amadermail.net	
Adama SISSOKO	Directeur Elect. Rurale	AMADER	223- 223 82 39		amader@amadermail.net	
Ba Mamoto SANGARE	Chef Cellule Intégration	Ministère de l'Economie & des Finances			nandjo2002@yahoo.fr	
Siraha COULIBALY	Chef de Service Planification	Direction Générale	223- 223 47 60		scoulibaly@edmsa.net	
Ousmane NDOYE	Conseiller en Planification	Ministère du Plan	221- 623 14 37			
Ounat SEBETAO	Chef Division DRHE/Koulikoro	APES	223- 226 25 33		maddisse@afribone.net.ml	
Saïfou BENGALY						
Ibrahim TOGOLA		Mail Folk center				
Haïllou KANE	Responsable ER	Ministère Mines-Energie	227- 73 65 30 / 91 37 19	227- 73 27 59	kane_haillou@yahoo.fr	
Amadou MOUSSA	Directeur Adjoint Aménagement et Equipement Ruraux Agricoles	Ministère de l'Agriculture	227- 73 21 48	227- 70 20 08	emerdoti@inhetne a.moussatt@aramail.com	
Mariamata SIDDO MOUSSA	Membre Cellule Nationale CEDEAO	Ministère de l'Economie et des Finances	227- 72 32 45	227- 73 33 03		
Ousmane ALHASSANE	Chef de Division / Direction de l'Intégration et de l'Union Africaine	Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et de l'Intégration Africaine	227- 96 66 15	227- 73 52 31	oalhassane@hotmail.com	
Abdou BAKARI SANGARE	Chef des suivi des projets et programmes	Ministère de l'Éducation de Base et de l'Alphabétisation	227- 20 36 44	227- 72 21 05		
Alhassane MOUMOUNI	Directeur Infrastructure Equipement et Maintenance	Ministère de la Santé	227- 93 89 14 / 89 92 88	227- 72 37 26	imniansane@yahoo.fr	

Niger

**FORUM DE BAMAKO**  
*sur l'accès aux services énergétiques en zones rurales et périurbaines*

COUNTRY PAYS	NAME & SURNAME NOM & PRENOM	FUNCTION FONCTION	ORGANIZATION ORGANISATION	TELEPHONE	FAX	E-MAIL
Nigeria	Samuel ABALAKA	Chief Administrative Officer	Ministry of Power and Steel	234- 803 334 14 74		
	Bashiru GARBA	Director	Energy Commission of Nigeria	234- 803 678 32 15	234- 80 239 471 1491	bgarba2002@yahoo.com
	Juliana ADEKEYE	Consultant Special Grade I	Federal Ministry of Health	234- 9 523 83 67	234- 523 83 62	ashabidekeye@yahoo.com
	Simon UDEH	Assistant General Manager	NEPA	234- 9 803 31 38 986	234- 9 413 96 32	udeh@simon@yahoo.com
	Joseph Ikem OBIANWU	Director	Ministry of Cooperation and Integration	234- 803 350 86 69		
	Thomas JOSSY	Industrial Development Officer	United Nations Industrial Development Organization (ONU/DI)	234- 803 402 20 93		jossy.thomas@undp.org
	A.O. GBADAMOSI	President	Liaisons Franco-Nigérianes	234- 9 524 089 394		aramideog@yahoo.com
	Ayodele Afolahi ESAN	Director	Energy Commission	234 9 523 49 21	234- 9 523 49 25 / 24	asasan@energy.gov.ng ecn@hypertea.com
	Louis Seck	Chief/Division ER et PI Focal DSRP	Ministère de l'Energie et des Mines	221- 822 04 42 221- 647 56 19	221- 822 04 30	lseck@hotmail.com
	Allou NIANG	Directeur General	A&ER	221- 849 47 12	221- 849 47 20	ase@ndg@seintoo.sn aniang@baser.sn
Sénégal	Mamadou Moustapha SOW	CT Infrastructure et Energie	Ministère du NEPAD, de l'Integration Economique Africaine et de la Politique de Bonne Gouvernance	221- 889 11 60	221- 842 42 85	mmsow2003@yahoo.fr
	Penda CISSE	Expert CAS/FNDS	Ministère de la Santé			classependa@yahoo.fr
	Mohamed THIAM	Directeur National du Genie Rural	Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique	221- 832 55 96	221- 832 08 89	mohathiam@yahoo.fr
	Ibrahim NIANG	Ingénieur énergétique	Direction de l'Energie			niangibrah@notrial.com
	Mamadou Assane NIANG	Economiste Suivi articulations Pol. Sectorielles -DSRP	Ministère de l'Economie et des finances			mamadou217@yahoo.fr
	Secou SARR	Coordinateurs de programmes	ENDA-Energie	221- 821 75 96		csppomer2003@yahoo.fr
	Toure LABA	Assistant Resident Representative	C/O UNDP -Senegal			energie@enda.sn
	Hawa Ly Diallo	Conseiller Technique Energie	Ministère de l'Education	221- 547 83 06	221- 822 14 63	hawamolele@yahoo.com
	Dr Siem-Ghay Mohammed Swaray	Director NEWPPCU	Ministry of Energy and Power	232- 22 224610		swaraysm@gmail.com swaraysm@hotmail.com
	Sierra Leone	Denis GARVE	Ag Corporate Planning Head	National Power Authority	232- 22 226324	232- 224067
Mrs Amy Myers		Deputy Director	National Authorizing Officer	232- 22 226592	232- 22 226932	dgarnie@yahoo.com
Benson Musa Lahai		Principal Planning Officer (Energy)	Ministry of Development and Economic Planning	232- 22 242181/240312	232- 22 235139	ambmyers2003@yahoo.co.uk beuron@yahoo.com
Peter Sam-Kpaktra		Head ECOWAS National Unit	ECOWAS National Unit	232- 22 240275	232- 22 241599	nuyaba@hotmail.com sierraleone@ecowasmail.net
Kuessan Kue-Zouh ASSIONGBON		Directeur de Cabinet	Ministère de l'Energie et des Ressources Hydrauliques	228- 220 07 62	228- 220 08 05	raymond_assiongbon@yahoo.FR
Togo	Francois LARE-KANTANI	Chief of Division Programmes et Investissements	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Peche	228- 911 91 80	228- 221 71 20	larekant@yahoo.FR
	Mawussi Djossou SEMODJI	Chief of l'Unité de coordination DRSP	Ministère de l'Economie des Finances et des Privatisations	228- 221 36 54	228- 221 09 05	mawussidsemodji@yahoo.fr
	Komlan EDOH KOSSI	Ingénieur Biomedical	Ministère de la Santé	228- 221 3801	228- 222 5373	keddhokos@yahoo.fr
	Eyana KPEMISSI AMANA	Directeur de Cabinet	Ministère de s Enseignements Primaires et Secondaires	228- 222 86 71		kpemissi03@yahoo.fr
	P. Dedou HEMOU	Cellule CEDEAO	Ministère de l'Economie des Finances et des Privatisations	228- 926 33 39	228- 222 88 03	jonash28@yahoo.fr
Abithe AKPO	Directrice du Financement et du controle de l'exécution du plan	Ministère de l'Economie des Finances et des Privatisations			abithe_akpo@hotmail.com	

COUNTRY PAYS	NAME & SURNAME NOM & PRENOM	FUNCTION FONCTION	ORGANIZATION ORGANISATION	TELEPHONE	FAX	E-MAIL
CEB (Bénin - Togo)	Cyriaque KOUAGOU	Directeur Général	BP1388, CEB			cebnet.org
	Barnard C. TAOUEMA	Directeur Financier	BP1388, CEB			cebnet.org
	Mohamed ABOUDOU	Chief Service Administratif	BP1388, CEB			cebnet.org
	Antoine D. AKEMAKOU	Chief Service	BP1388, CEB			cebnet.org
GTZ (Allemagne)	Rolf-p. OWSIANOWSKI		GTZ - Dakar			owsian@sembou.sn
ADEME (France)	Michel HAMELIN	Chef Département Pays Tiers	ADEME	33-1 47 65 22 29		michel.hamelin@ademe.fr
	Michel LABROUSE	Consultant	ADEME	33-1 41 13 87 06		michel.g.labrousse@wanadoo.fr
France	Nicolas LAMBERT	Chargé de mission Climat et Environnement	Ministère des Affaires Etrangères / DGGC/D			nicolas.lambert@diplomatie.gouv.fr
IEPF (Canada)	Jean-Pierre NDOUTOUM	Responsable de Programmes	IEPF- 5681 Pierre, Quebec Canada	1- 418 692 56 44		jp.ndoutoum@iepf.org
UEMOA	Ibrahima KONATE	Chargé de l'Energie	UEMOA - 01BP543-Ouagadougou			ibrahima.konate@uemoa.int
	Dr. (Ms) Remi ARIBISALA	Secrétaire Exécutif Adjoint (PI)	Secrétariat Exécutif CEDEAO-Abuja			
	David L.B. KAMARA	Directeur des Infrastructures & Industrie	Secrétariat Exécutif CEDEAO-Abuja			
	Amadou DIALLO	Chief Division Energie	Secrétariat Exécutif CEDEAO-Abuja			
	Michel CAUBET	Conseiller Technique Régional	Secrétariat Exécutif CEDEAO-Abuja	234- 93 14 38 85		mcaubet_fr@yahoo.fr
	Akin MEDEBROS	Interprète	Secrétariat Exécutif CEDEAO-Abuja			
	Dr. Haruna JACOB	Translator	Secrétariat Exécutif CEDEAO-Abuja			
	Maktai LY	Translator	Secrétariat Exécutif CEDEAO-Abuja			
	Mahama KAPPIAH	P.O. Energy	Secrétariat Exécutif CEDEAO-Abuja			
	Douiraza BANIA	Interprète	Secrétariat Exécutif CEDEAO-Abuja			
Simon OKOAKI	Accountant	Secrétariat Exécutif CEDEAO-Abuja				
Grace EZE	Secrétaire Bilingue	Secrétariat Exécutif CEDEAO-Abuja				
Jacob KPIDI	Secrétaire Bilingue	Secrétariat Exécutif CEDEAO-Abuja				
Parlement CEDEAO ECOWAS Parliament	Hon. (Dr.) Bithina M. KAMANDA	Chairman - Committee Energy & Industry	ECOWAS Parliament - Abuja			
	Hon. Netty BALDEY	4th Deputy Speaker	ECOWAS Parliament - Abuja			
PNUD / PREP UNDP / REP	Laurent COCHE	Coordinateur Régional	Programme Régional Energie Pauvre - Dakar	221- 867 27 91	221 - 867 22 55	laurent.coché@pifm.net
	Dorian VASSE	Expert Technique/Energie	Energy Poverty Regional Program - Dakar	221- 867 27 96	221 - 867 22 55	dorian.vasse@pifm.net

**ANNEXE 2**  
**Agenda Final du Forum**



# FORUM

## L'ACCES AUX SERVICES ENERGETIQUES DES POPULATIONS RURALES ET PERIURBAINES EN AFRIQUE DE L'OUEST : UNE CONTRIBUTION MAJEURE A LA REDUCTION DE LA PAUVRETE

# PROGRAMME

**BAMAKO, MALI  
16 AU 19 MAI 2005**

**FORUM ORGANISE AVEC L'APPUI DU PNUD  
ET LA CONTRIBUTION DE LA FRANCE ET DE L'UNION EUROPEENNE**



## Lundi 16 Mai 2005

8:00 - 9:00

Enregistrement des Délégués

9:00 - 10 :00

### Cérémonie d'ouverture :

- Mot de bienvenue de SE M. **H. DICKO**, Ministre des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine ;
- Allocution de M. **J. BYLL-CATARIA**, Représentant Résident du PNUD au Mali ;
- Allocution de SE M. **N. NORMAND**, Ambassadeur de France au Mali ;
- Allocution de M. **I. DIAKITÉ**, Représentant de la Commission de l'UEMOA ;
- Allocution du Dr (Mrs) **ABIRISALA**, Secrétaire Exécutif Adjoint chargé de l'Intégration de la CEDEAO ;
- Allocution d'ouverture de SE M. **H. D. SEMEGA**, Ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau du Mali.

**10 :00- 10 :15 – PAUSE CAFÉ / THÉ**

### L'INITIATIVE REGIONALE DE LA CEDEAO PRESIDENTE DU FORUM: MME MARIAMA SIDDO MOUSSA (NIGER)

10:15 - 10:35

**Objectifs et résultats attendus du Forum de Bamako**  
**Dibongue KOUO**, Consultant

10:35 - 11:55

**Place et le rôle du secteur énergétique dans les politiques nationales sectorielles de développement économique et social**  
**Solomani DIAKITÉ**, Directeur National de l'Energie, point focal du comité multisectoriel - Mali

11:10 - 11:30

**Contexte, enjeux et objectifs de l'initiative régionale de la CEDEAO**  
Elaboration d'un Livre Blanc de la CEDEAO sur la Politique régionale d'accès aux services énergétiques dans les zones rurales et périurbaines.  
**Amadou DIALLO**, Chef de la Division Énergie - CEDEAO

11:30 - 12:30

**Session de Questions & Réponses**  
Modérateur : **Souleymane DIALLO**, Consultant  
« Les fondements et les objectifs de l'initiative régionale de la CEDEAO en matière d'accès aux services énergétiques »

**12:30-14:00 Déjeuner**

### UNE INITIATIVE ANCRÉE DANS LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET L'ATTEINTE DES OMD PRESIDENTE DU FORUM : MME MARIAMA SIDDO MOUSSA (NIGER)

14:00 - 14:20

**Le rôle des services énergétiques dans l'atteinte des OMD**  
**Ousmane NDOYE**, Cellule Suivi des OMD, Ministère du Plan - Sénégal

14:20 - 14:35

**Les liens entre les services énergétiques et l'atteinte des OMD**  
**Laurent COCHE**, Coordonnateur PNUD / PREP

14:35 - 15:00

**Session de Questions & Réponses**  
Modérateur : **Dibongue KOUO**, Consultant  
« La mise en évidence des liens entre les services énergétiques et les besoins de base dont la satisfaction va contribuer à l'atteinte des OMD »

**15:00-15:15 – PAUSE CAFÉ / THÉ**

15:15 - 16:30

**Illustration concrète du rôle des services énergétiques pour réduire la pauvreté** : Projection d'un documentaire sur une expérience de services énergétiques en zone rurale.

**Discussion avec un panel de personnes ressources**  
Modérateur : **Dibongue KOUO**, Consultant  
«Le rôle primordial des services énergétiques dans la satisfaction des besoins fondamentaux de base : alimentation, santé, éducation, logement, eau potable ...»  
**Participants** : **J.P. NDOUOUM** (IEPF), **K. SANOGO** (PNUD Mali), **A. ESAN** (Energy Commission Nigeria), **J.P. LAUDE** (Burkina Faso), **Amadou DIALLO** (CEDEAO), **S. SARR** (ENDA)

**FIN DE LA JOURNÉE**

**Mardi 17 Mai 2005**

**L'EXPERIENCE DES PAYS DANS LA PRISE EN COMPTE DE  
L'ACCES AUX SERVICES ENERGETIQUES DANS LES POLITIQUES NATIONALES  
PRESIDENTE DU FORUM : MME MARIAMA SIDDO MOUSSA (NIGER)**

8:30 – 8:40

**Synthèse de la première journée**

8:40 – 10:00

**Approches multisectorielles pour l'accès  
aux services énergétiques dans les Etats membres**

**Le cas du Burkina-Faso,**

**Moussa OUARTA**, Ministère des Mines, des Carrières et de l'Énergie – Burkina Faso

**Le cas du Ghana,**

**Clement G. ABAVANA**, Ministry of Energy - Ghana

**Le cas du Mali**

**Amadou TANDIA**, DG AMADER - Mali

**Le Comité de Suivi des Actions relatives aux Énergies Modernes et la  
Réduction de la Pauvreté du Niger**

**Halilou KANE**, Ministère Mines & Énergie – Niger

**l'ASER et le dispositif multisectoriel des PREM**

**Aliou NIANG**, Directeur Général - Agence Sénégalaise pour l'Électrification Rurale

**Le CIMES, Comité Intersectoriel pour la mise en œuvre des synergies entre  
l'Énergie et les autres secteurs stratégiques de lutte contre la Pauvreté**

**Louis SECK**, Direction de l'Énergie - Sénégal

**10 :00- 10 :15 – PAUSE CAFÉ / THÉ**

10:15 – 10:30

**Synthèse des travaux préparatoires réalisés dans 5 États membres :  
Burkina Faso, Ghana, Mali, Niger et Sénégal.**

**Franck ATTA-OWUSU**, Consultant

10:30 – 12:30

**Débat avec un panel de personnes ressources**

Modérateur : **Sécou SARR**, – ENDA

« **Organisation et dynamique de fonctionnement au niveau national pour l'accès  
aux services énergétiques pour atteindre les OMD** »

Participants : S. P. **PALENFO**, (Burkina Faso), **H. KANE** (Niger), **M. DOUCOURE** (PRS/Mali),  
**A. NIANG** (Sénégal), **C. ABANAVA** (Ghana), **J. ADEKEYE** (Nigeria), **P. CISSE** (Sénégal)

**12:30-14:00 DÉJEUNER**

14:00 - 15:30

**Ateliers de travail en Groupes Multisectoriels**

Groupe 1 : Facilitateur : Mme **E. NIANG** (Mali),

Rapporteurs : MM. **M.OUATTARA** (Burkina Faso) & **B. SAHO** (Gambie)

Groupe 2 : Facilitateur : Mme **P. CISSE** (Sénégal),

Rapporteurs : MM. **I. COULIBALY** (Côte d'Ivoire) & **B. GARBA** (Nigeria)

Thèmes de réflexion :

- ① Difficultés et obstacles à surmonter dans les États membres pour développer  
l'accès aux services énergétiques.
  - Aspects institutionnels et réglementaires
  - Structuration et démarche méthodologique des groupes multisectoriels par  
rapport aux DRSP et à l'atteinte des OMD
- ② Attentes des États membres par rapport à l'institution régionale

**15 :30 – 15 :45 – PAUSE CAFÉ / THÉ**

15:45 - 17:15

**Ateliers de travail en Groupes Multisectoriels (SUITE)**

**FIN DES TRAVAUX DE LA JOURNÉE**

**17:45 - 19:45 - Visite de projet d'électrification rurale à Sanakoroba (35 km) de Bamako**

## Mercredi 18 Mai 2005

### **PRINCIPALES ORIENTATIONS D'UNE POLITIQUE REGIONALE. QUELS ROLES RESPECTIFS POUR LA REGION ET POUR LES ÉTATS MEMBRES ? PRÉSIDENTE DU FORUM : MME MARIAMA SIDDO MOUSSA (NIGER)**

8:30 – 8:45 **Synthèse de la veille et Restitution des Groupes de travail multisectoriels**  
Dibongue KOUO, Consultant

8:45 – 09:15 **Présentation succincte du Document Technique de la CEDEAO**  
La problématique régionale, les axes et les objectifs d'une politique régionale.  
Aperçu du Plan d'Action, de la stratégie du programme et des composantes thématiques.

9:15 – 09:25 **Présentation de l'organisation, des objectifs et des résultats attendus des groupes de travail 1 et 2**  
Dibongue KOUO, Consultant

#### **09:30- 09 :45 – PAUSE CAFÉ / THÉ**

09:45 - 12:30 **Ateliers de travail en Groupes Multisectoriels : (Groupes 1 et 2)**  
Thèmes de travail :  
① Problématique régionale et Objectifs d'une politique régionale  
② Objectifs spécifiques, stratégie de programme et plan d'action  
③ Principe de Subsidiarité et démarcation des compétences Régional / National

#### **12:30- 14:00 – DÉJEUNER**

14:00 - 15:30 **Ateliers de travail en Groupes Multisectoriels (SUITE)**

#### **15 :30- 15 :45 – PAUSE CAFÉ / THÉ**

15:45 – 17:00 **Ateliers de travail en Groupes Multisectoriels (SUITE)**

**17:30 - 18:30 - Visite de la Coopérative PTF des Femmes du quartier Lassa à Bamako**

## Jeudi 19 Mai 2005

### **DEFINITION DE LA FEUILLE DE ROUTE POUR LA FINALISATION ET L'APPROBATION DU LIVRE BLANC DE LA CEDEAO PRÉSIDENTE DU FORUM: MME MARIAMA SIDDO MOUSSA (NIGER)**

9:00 – 10:30 **Retour en séance plénière pour VALIDATION des axes d'action à adopter au niveau régional pour appuyer l'accès aux services énergétiques.**

#### **10:30- 10:45 – PAUSE CAFÉ / THÉ**

10:45 – 12:45 **Clarification du processus de finalisation et d'approbation  
du Livre Blanc de la CEDEAO ; la feuille de route  
Approbation de la Déclaration de Bamako**

#### **13:00- 14:30 – DÉJEUNER**

### **clôture**

16:00 - 16:30 **Discours de Clôture de SE M. H.D. SEMEGA,  
Ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau du Mali**

#### **FIN DU FORUM**

**ANNEXE 3**  
**Déclaration du Forum de Bamako**



## **Déclaration sur l'Initiative CEDEAO / UEMOA Relative à l'Accès aux Services Energétiques pour Les populations en zones rurales et périurbaines pour L'atteinte des Objectifs de Développement du Millénaire**

Les 160 (cent soixante) participants représentants des Etats membres de la CEDEAO,

- Réunis au Forum sur l'accès aux services énergétiques des populations rurales et périurbaines pour l'atteinte des OMD, organisé à Bamako par la CEDEAO et l'UEMOA, avec l'appui du PNUD et la contribution de la France et de l'Union Européenne, du 16 au 19 Mai 2005 ;
- Réitérant le rôle fondamental des services énergétiques pour le développement économique des pays de la CEDEAO et, en particulier, pour atteindre les OMD en 2015 en relation avec la mise en œuvre des DSRP ;
- Convaincus que l'atteinte des OMD/DRSP passe inéluctablement par l'amélioration de l'accès des pauvres aux services énergétiques tant pour le développement des services sociaux de base que pour les activités productives ;
- Reconnaisant la nécessité d'accroître l'accès aux services énergétiques pour les pauvres vivant en milieu rural et périurbain afin de réduire leur vulnérabilité économique, sociale et environnementale ;
- Reconnaisant la nécessité de valoriser le potentiel énergétique, notamment les énergies renouvelables (hydroélectricité, solaire, éolien, etc.) à travers la coopération sous-régionale ;
- Convaincus de la nécessité d'adopter des approches multisectorielles pour tirer profit des différentes synergies entre le secteur de l'énergie et les autres secteurs stratégique de lutte contre la pauvreté, notamment la santé, l'eau, l'éducation, l'agriculture et les PME/PMI ;

- Convaincus de la valeur ajoutée d'une vision régionale axée, en particulier, sur le partage des expériences et le développement des capacités pour permettre la formulation et la mise en œuvre de programmes d'investissement destinés à accroître l'accès aux services énergétiques des populations rurales et périurbaines ;
- Convaincus de la nécessité de mettre en place un Livre Blanc assorti d'une stratégie de programme régional, d'un plan d'action et d'un programme d'investissements sur les services énergétiques en vue de l'atteinte des OMD ;

**Recommandent :**

1. *La mise en place au niveau national de cadres de concertation multisectoriel dans tous les Etats Membres*
2. *L'adoption de l'énergie comme secteur prioritaire pour l'atteinte des OMD et la réalisation des priorités nationales telles que décrites dans les DSRP*
3. *La formulation de programmes d'investissements nationaux, basée sur une analyse, multisectorielle des besoins en services énergétiques pour atteindre les Objectifs de Développement du Millénaire.*
4. *Lance un appel aux partenaires au développement en vue de soutenir l'initiative de la CEDEAO et de l'UEMOA.*
5. *La création d'un comité régional en vue d'assurer la coordination des activités entreprises au niveau national*

**Fait à Bamako, le 19 mai 2005.**

**ANNEXE 4**  
**Feuille de Route**



## FEUILLE DE ROUTE

### **Processus de finalisation du Livre Blanc sur l'accès aux services énergétiques des populations rurales et périurbaines de la CEDEAO / UEMOA pour l'atteinte des OMD**

#### **1. Objectifs de la feuille de route**

Le Livre Blanc comprend : une Politique Régionale pour l'accès aux services énergétiques des populations rurales et périurbaines, composante de la Politique de l'Energie de la CEDEAO ; une stratégie de Programme Régional ; un plan d'action et un programme d'investissement.

L'objectif de la feuille de route est de :

- Définir les activités à mettre en œuvre pour la finalisation du Livre Blanc sur l'accès aux services énergétiques par les populations rurales et périurbaines, de manière participative, entre la Région et les Etats membres, en tenant compte des dates ci-après :
  - Juillet : réunion conjointe Commission Union Africaine (CUA) – Commission Economique des Nations Unies (CEA-UN) sur l'évaluation de la mise en œuvre des OMD,
  - 14-16 Sept : Sommet des Chefs d'Etat à New York, revue des OMD + 5,
  - Octobre : réunion des Ministres en charge de l'Energie de la CEDEAO,
  - Décembre : 29<sup>ième</sup> Session du Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO ;
- Définir l'organisation nécessaire à la conduite de ce processus participatif, qui conduira à proposer cette Politique Régionale, pour adoption, aux Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO / UEMOA;
- Réaffirmer le consensus sur la transversalité de l'énergie dans les problématiques sectorielles de développement, dégagé lors du Forum de Bamako du 16 au 19 mai 2005, qui se traduit par la mise en place d'une organisation multisectorielle.

#### **2. Activités à mener**

Les activités à mener jusqu'à l'adoption du Livre Blanc, sont les suivantes :

- Elaborer et/ou finaliser les « monographies pays » des Etats Membres, incluant : l'état des lieux, la vision OMD 2015 et les principales barrières au développement de l'accès aux services énergétiques pour atteindre ces objectifs ;

- Développer l'analyse du contexte régional, notamment à partir des monographies pays pour renforcer la valeur ajoutée de la Région dégagée lors du Forum de Bamako, 16-19 mai 2005 ;
- Finaliser la Politique Régionale : une vision et des objectifs au regard de l'atteinte des OMD en 2015 ;
- Finaliser la stratégie de mise en œuvre, le plan d'action, et le programme d'investissement ;
- Elaborer des programmes d'investissement pays pour l'accès aux services énergétiques en milieu rural et périurbain et appuyer à la mobilisation de financements;

*Nb : les activités à mener sont décrites dans le Chronogramme des activités en chapitre 4.*

### **3. Organisation**

Afin de bénéficier pleinement des contributions des pays à la finalisation du Livre Blanc, l'organisation décrite ci-dessous est mise en place :

#### **Au niveau national**

- Dans le cadre du processus de finalisation du Livre Blanc, des **groupes de travail nationaux de concertation multisectorielle** sont créés par les gouvernements.
- Ces groupes de travail, composés de représentants des secteurs suivants : santé, éducation, développement rural, économie & finances, plan, énergie, eau / hydraulique, intégration, auront en charge de porter au niveau régional la contribution de chacun des Etats Membres.
- **Des points focaux**, membres des groupes de travail nationaux de concertation multisectorielle, seront désignés dans chacun des Etats Membres pour faciliter la coordination régionale. Chaque point focal est constitué de deux personnes, l'un est issu du Ministère de l'Energie, et l'autre est le représentant issu de la cellule de suivi du DSRP.
- La CEDEAO / UEMOA fournira un appui à ces groupes de travail pour l'exécution des tâches définies dans la feuille de route. Cet appui comprendra, notamment, un appui méthodologique sous la forme d'une assistance technique mobilisant, dans la mesure du possible, les institutions nationales partenaires.

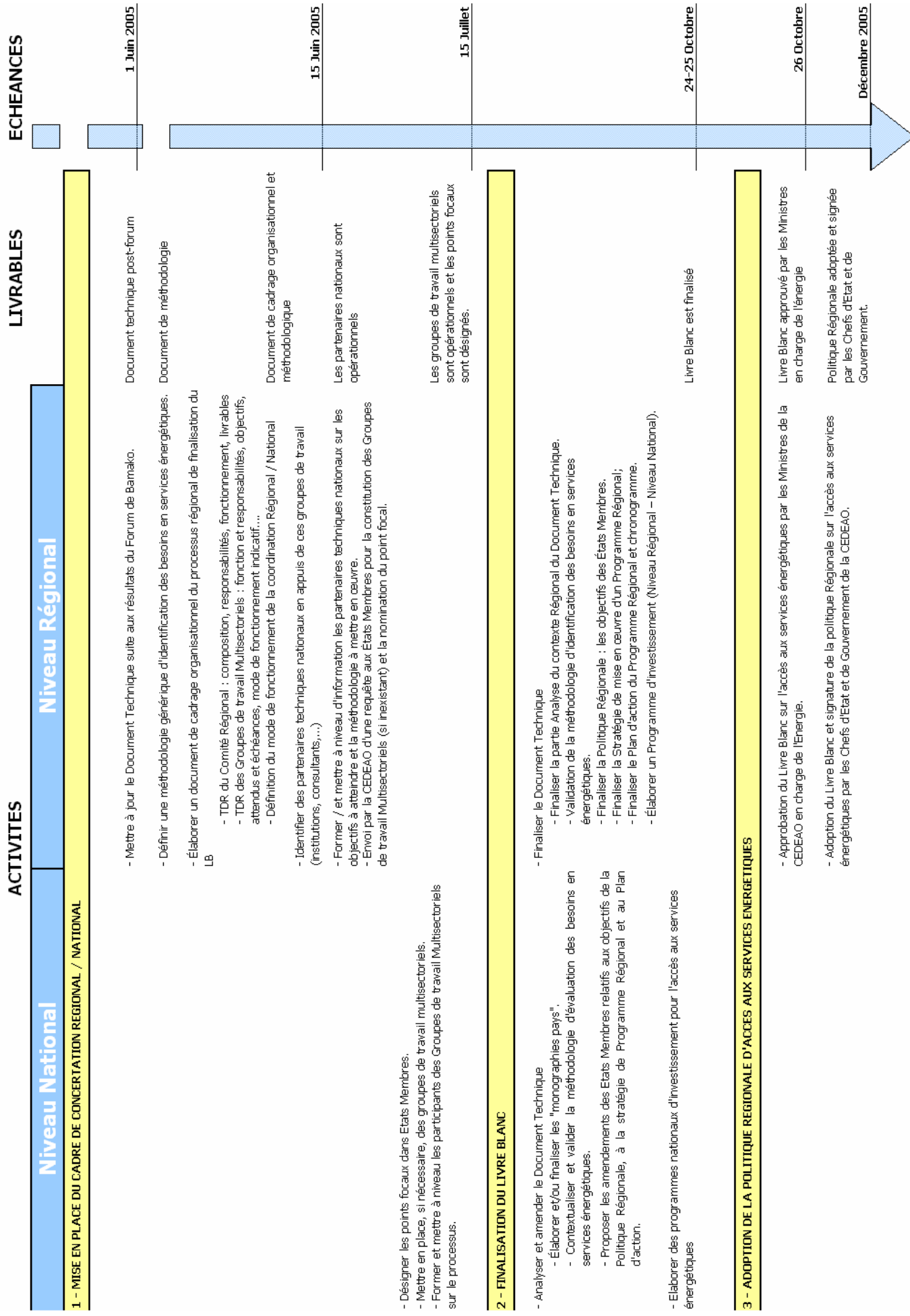
#### **Au niveau Régional**

- Dans le cadre du processus de finalisation du Livre Blanc, un Comité Régional est créé par la CEDEAO / UEMOA et a en charge la finalisation et la validation du Livre Blanc.
- Ce **Comité Régional**, émanation des groupes de concertation multisectoriels nationaux, est composé des **points focaux** des groupes de travail nationaux

multisectoriels, responsables de l'expression des contributions nationales à la finalisation du Livre Blanc, au niveau régional.

- **La Division Energie** de la CEDEAO, en concertation avec la Direction Energie de l'UEMOA, sera chargée de l'animation du Comité Régional.
- Le **PNUD**, à travers son Programme Régional Energie Pauvreté (PREP) appuiera, avec la contribution de la France et des autres partenaires au développement, la CEDEAO / UEMOA dans sa tâche de finalisation du Livre Blanc.

# 4. Chronogramme des activités



**ANNEXE 5**  
**Budget pour la mise en œuvre de la feuille de route pour la  
finalisation du Livre Blanc**



**ANNEXE 6**  
**Restitution générale des travaux**

### **Forum de Bamako**

L'accès aux services énergétiques  
Des populations rurales et périurbaines  
En Afrique de l'Ouest : Une contribution majeure à  
la réduction de la pauvreté

### **RESTITUTION GÉNÉRALE DES TRAVAUX DE GROUPES**

#### **Rapporteurs :**

Nigéria : M. Béchir GARBA

Bénin : M. Daniel ASSOGBA

#### **Les travaux de la journée du Mercredi 18 mai 2005 ont connu deux phases à savoir :**

- Restitution des travaux de la journée du Mardi 17 mai 2005 et présentation du contenu des travaux en groupe sur le document technique.
- Annonce du programme de travaux de groupe de la journée

#### Restitution de la synthèse de la journée du mardi 17

A la suite de la restitution des travaux (communications) du mardi 17 mai 2005, les participants ont relevé des points qui ne sont pas ressortis dans la synthèse. Il s'agit notamment des résumés des communications du Sénégal, du Mali et du Burkina. Aussi, a-t-il été demandé que certains paragraphes de la synthèse du mardi 17 mai 2005 soient reformulés. La restitution des travaux de groupe a fait apparaître que le point portant sur les attentes des états membres par rapport à l'institution régionale n'a été traité que par le groupe 2.

#### Travaux de groupe sur le document technique

Concernant les travaux en groupe relatifs au document technique, l'organisation, les objectifs et les résultats attendus ont été présentés. A la demande des participants un résumé du document technique a été présenté, en mettant l'accent sur les axes proposés, ou une forte contribution des états est attendue. Il a été proposé de conserver la même répartition des pays dans les groupes que la veille.

## GROUPE 1

Présidente : Mme NIANG née KOUROUMA Emma – MALI

Rapporteur : OUATTARA Moussa – Burkina Faso

### **Axe 1 : Activités de mise en valeur et de développement des ressources humaines dans les états membres de la CEDEAO.**

- **Activité 1 :** Identifier des domaines et des besoins de renforcement de capacité et les mettre en œuvre
- **Activité 2 :** Identification des besoins des populations et des communautés
- **Activité 3 :** Identifier les besoins en ressources humaines des acteurs impliqués dans le développement des services énergétiques
- **Activité 4 :** Favoriser les échanges d'expertise au sein des pays de la CEDEAO
- **Activité 5 :** Informer, sensibiliser et former les populations sur l'utilisation des services énergétiques pour l'amélioration de leur cadre de vie
- **Activité 6 :** Mettre en place une base de données sur l'énergie (Experts, prestataires de service, technologies, etc.)

### **Axe 2 : Activités de renforcement du rôle des pôles et centres scientifiques et techniques sur l'énergie et développement de leur mise en réseau.**

- **Activité 1 :** Identifier les institutions pertinentes pour accompagner l'identification et la mise en œuvre des programmes nationaux et régionaux
- **Activité 2 :** Définition et mise en œuvre d'une assistance technique pour l'appui des pôles à la formulation, la préparation et l'exécution de projets énergétiques
- **Activité 3 :** Appuyer la mise en réseau des centres identifiés sur les questions considérées comme prioritaires par les États membres,
- **Activité 4 :** Renforcement des capacités financières et institutionnelles des centres identifiés pour leur donner les moyens de mener à bien le mandat qui leur est confié
- **Activité 5 :** Mise à jour périodique, par les centres identifiés, des capacités des fournisseurs de services énergétiques dont la fourniture repose sur les énergies renouvelables
- **Activité 6 :** Créer un site WEB de la CEDEAO sur l'énergie
- **Activité 7 :** Mettre en place des modules de formations spécialisées sur l'approche multisectorielle
- **Activité 8 :** Mettre en place des systèmes de valorisation et de diffusion des résultats pertinents de recherche sur les plans national et régional
- **Activité 9 :** Renforcer les fonctions d'assurance de qualité de ces pôles et centres techniques en définissant des normes et standards et en établissant des protocoles standardisés de mesures et de certification

**Axe 3 : Activités de soutien à la mobilisation de capitaux (concessionnels, à des conditions douces ou autres) pour encourager le financement d'équipements et/ou l'implication du secteur privé et des ONG dans les projets de fourniture de services énergétiques en zones rurales et périurbaine (reformulation)**

- **Activité 1 :** Faciliter l'accès aux crédits et aux subventions des usagers et des opérateurs privés des services énergétiques
- **Activité 2 :** Créer un environnement favorable à l'investissement privé dans la fourniture des services énergétiques
- **Activité 3 :** Assister les États membres dans la reformulation de leurs lois et codes de l'énergie, si nécessaire
- **Activité 4 :** Analyser et lever les barrières rémanentes (institutionnelles, financiers, de marché, etc.) pour favoriser le développement des énergies renouvelables
- **Activité 5 :** Mettre en place des facilités (capitaux- amorçage) d'accès aux services énergétiques en faveur des opérateurs et des usagers
- **Activité 6 :** Concevoir des mécanismes d'encouragement des états membres à développer des partenariats public privé pour la fourniture des services énergétiques en zones rurale et péri urbaine
- **Activité 7 :** Appuyer les pays à mettre en place des fonds de promotion des Energies Domestiques et de l'Electrification Rurale
- **Activité 8 :** Mettre en place un dialogue avec les partenaires techniques et financiers sur la nécessité de faire du secteur de l'énergie, une priorité de leur politique d'aide au développement
- **Activité 9 :** Mettre en place une politique de jumelage des zones rurale et péri urbaine avec celles des pays du Nord
- **Activité 10 :** Établir, alimenter et rendre opérationnel un Fond régional pour le financement du développement des services énergétiques en zones rurale et périurbaine

**Axe 4: Activités de promotion de l'intégration régionale de la coopération et des échanges d'expériences en matière de fourniture de services énergétiques en zones rurales et périurbaines (reformulation).**

- **Activité 1 :** Appuyer la conception d'un atlas sur le potentiel d'énergie renouvelable (solaire, énergie éolienne, biomasse, micro hydro électricité, etc) dans les États membres, de même que celle d'un Système d'Information Géographique
- **Activité 2 :** Mettre en place au niveau Régional des facilités fiscales et douanières pour les équipements d'énergies renouvelables destinés à la fourniture de services énergétiques des zones rurales et périurbaines, de façon à les rendre plus accessibles aux pauvres
- **Activité 3 :** Exploiter les possibilités d'utilisation des fils de garde pour l'électrification des villages avoisinant leur tracé
- **Activité 4 :** Appuyer la dissémination dans les états membres des expériences des services énergétiques qui génèrent des revenus (Plate forme multifonctionnelle, gaz, biomasse, biogaz, etc)
- **Activité 5 :** transférer axe 3 – Act.10
- **Activité 6 :** supprimé
- **Activité 7 :** supprimé
- **Activité 8 :** Appuyer les différents états membres à formaliser leur politique d'accès aux services énergétiques
- **Activité 9 :** Appuyer les différents états dans la recherche et la mobilisation des financements pour la mise en oeuvre de leur politique énergétique en faveur des zones rurale et péri urbaine

- **Activité 10 :** Appuyer la production et la dissémination de matériels audio visuels sur les meilleures pratiques d'accès des zones rurales aux services énergétiques
- **Activité 11 :** Promouvoir les techniques de fourniture de services énergétiques de base à coûts modérés (interconnexion transfrontalière, utilisation d'équipement de fabrication locale, systèmes monophasés ou biphasés, soutirage capacitif, foyer amélioré, etc.) transférer axe 3 – Act.10
- **Activité 12 :** Mener des activités de suivi évaluation et d'études d'impact

**Axe 5 : Activités de promotion de la production locale d'équipements de services énergétiques.**

- **Activité 1 :** Appuyer toutes les initiatives de production locale des équipements utilisés pour la fourniture des services énergétiques
- **Activité 2 :** Répertoire les bancs d'essais permettant le contrôle des équipements produits localement
- **Activité 3 :** Mettre en place des mécanismes de certification des équipements produits localement
- **Activité 4 :** Répertoire les producteurs locaux d'équipements, tester les équipements et promouvoir la diffusion des équipements produits localement.

## GROUPE 2

Présidente : Mme Penda Cissé – Sénégal  
Rapporteur : Ibrahima Coulibaly – Côte d'Ivoire

### Fusion des axes 1 et 2 :

- *Axe 1 : Activités de mise en valeur et de développement des ressources humaines dans les États membres de la CEDEAO*
- +
- *Axe 2 : Activités de renforcement du rôle des pôles et centres scientifiques et techniques sur l'énergie et développement de leur mise en réseau.*

En

### **AXE 1 : Renforcement des capacités Humaines et institutionnelles dans les États membres de la CEDEAO**

- **Activité 1 :** Définir et mettre en œuvre une assistance technique pour la formulation, la préparation, l'exécution et le suivi évaluation de projets énergétiques
- **Activité 2 :** Identifier les besoins en formation et en services énergétiques dans les États membres
- **Activité 3 :** Elaborer un répertoire des acteurs nationaux de fournitures de services énergétiques dans les zones rurales et péri-urbaines
- **Activité 4 :** Structurer et soutenir les échanges de compétences humaines ressources humaines entre les états membres
- **Activité 5 :** Identifier les institutions énergétiques appropriées pour servir d'agence d'exécution de projets afin d'accompagner l'exécution et la mise en œuvre des programmes nationaux
- **Activité 6 :** Faciliter le transfert de technologies dans l'espace CEDEAO
- **Activité 7 :** Appuyer la dynamique de mise en réseau de tous les centres identifiés sur les questions considérées comme prioritaires par les États membres
- **Activité 8 :** Renforcer les capacités institutionnelles de tous les centres identifiés pour leur donner les moyens de mener à bien leur mandat
- **Activité 9 :** Mettre à jour, périodiquement par les centres identifiés, les capacités des fournisseurs de services énergétiques
- **Activité 10 :** Identifier et appuyer toutes les institutions d'appui aux services énergétiques

### **AXE 2 : Activités de mise en place Mécanismes financiers adaptés au contexte des zones rurales et périurbaines**

- **Activité 1 :** Accompagner l'accès au crédit
- **Activité 2 :** Aider les états membres à disposer d'un cadre juridique, comptable et financier préalable à l'implication et à la participation du secteur privé dans la fourniture de services énergétiques dans les zones rurales et périurbaines
- **Activité 3 :** Aider les états membres à identifier et à formuler des projets de services énergétiques renouvelables éligibles aux divers fonds existants
- **Activité 4 :** Encourager les états membres à établir des partenariats secteur Public et secteur Privé dans la fourniture des services énergétiques
- **Activité 5 :** Sensibiliser les états membres à mettre en place dans chaque état un fonds pour l'accès aux services énergétiques en milieu rural et périurbain
- **Activité 6 :** Établir un Fond régional pour le financement du développement des services énergétiques en zones rurale et périurbaine

**AXE 3 : Activités de promotion de l'intégration régionale, de la coopération et des échanges d'expériences réussies en matière de fourniture de services énergétiques en zones rurales et périurbaines**

- **Activité 1 :** Appuyer la conception d'un atlas sur le potentiel d'énergie renouvelable (hydro électricité, solaire, biomasse et d'énergie éolienne) dans les États membres, de même que celle d'un Système d'Information Géographique
- **Activité 2 :** Encourager les États membres à mettre en place des exemptions fiscales et douanières pour les équipements d'énergies renouvelables destinés à la fourniture de services énergétiques des zones rurales et périurbaines
- **Activité 3 :** Encourager et Promouvoir la fourniture d'énergie électrique dans les zones rurales par le recours systématique aux interconnexions MT aux frontières des États membres ainsi que par les techniques de soutirage capacitif à partir des lignes de transport existantes
- **Activité 4 :** Identifier et Soutenir la reproduction à grande échelle des projets réussis dans la sous région

**Quelques points ressortis des travaux de Groupes....**

**Le Groupe 1**

*A fait ressortir :*

- Un nouvel axe sur la production locale d'équipements énergétiques (aspect qui a également été abordé par le groupe 2);
- Le rôle central que devront jouer les groupes multisectoriels : Une attente des Etats a aussi été exprimées par des activités d'Appui aux groupes multisectoriels dans les Etats membres quand ils existent ou l'aide à leur mise en place quand ils n'existent pas encore dans le pays.

**Le groupe 2**

*A fait ressortir :*

- En regroupant les axes 1 et 2 du document technique, un SEUL AXE FORT SUR LES RENFORCEMENTS DE CAPACITE ;
- Les mécanismes de financement, qui ont été mis exergue ;
- La promotion et la diffusion à grande échelle des expériences, qui auront été identifiées comme ayant un succès avéré pour l'accès aux services énergétiques des populations rurales et périurbaines.